



Dans une interview accordée à nos confrères de la radio internationale allemande, en français Deutsche Welle, le Cardinal Tumi parle de la conférence anglophone qui vient d'être reportée pour la seconde fois consécutive,

L'Archevêque émérite de Douala est plus que jamais déterminé à œuvrer pour la tenue de cette conférence dont il est par ailleurs l'initiateur. L'homme de Dieu soutient que les politiciens n'ont pas pu résoudre le problème, c'est pourquoi il faut désormais aborder le problème du point de vue spirituel

L'intégralité de l'interview ci-dessous

Deutsche Welle : En voulant organiser la conférence générale anglophone, l'église camerounaise estime-t-elle que le gouvernement a été incapable de résoudre la crise qui secoue le pays ?

Cardinal Christian TUMI : Je crois que les politiciens n'ont pas pu résoudre le problème. Et nous les anciens de l'église avons décidé avec les imans, d'aborder le problème du point de vue spirituel. Nous avons donc décidé de contacter les responsables sur place au Cameroun anglophone pour demander quelles sont les causes de ce conflit, pourquoi ils sont en guerre. Ensemble nous avons l'intention de trouver les solutions.

DW : Est-ce que l'église considère qu'il y a urgence et que le Cameroun est au bord de la guerre civile ?

Cardinal Christian TUMI : Non le pays n'est pas tellement au bord de la guerre civile mais il y a des gens qui meurent tous les jours. Vous ne pouvez pas imaginer le nombre de Camerounais qui meurent au nord-ouest et au sud-ouest. Il y'a un missionnaire originaire du Kenya qui a été tué comme une bête ! Et il y a quelques jours, trente personnes et cinq militaires ont été tués à Bamenda. De part et d'autre les gens meurent chaque jour. Il faut que le problème s'arrête le plutôt vite possible. Ce n'est que le président de la République qui peut le faire. Après la rencontre de Buea, on devait aller dire au président, voilà les mécontentements des anglophones, voilà ce que nous proposons comme solutions. C'est tout ce que nous avons voulu faire.

DW : Pourquoi avoir accepté passivement le rapport ?

Parce-que cela va faire deux fois déjà que cette conférence est annulée alors que la situation est urgente. Cardinal Christian TUMI : La première annulation était notre initiative. On ne voulait pas qu'on nous accuse de vouloir perturber les élections. Mais cette fois nous étions prêts. Mais c'est l'Etat, le préfet de Buea n'a pas voulu nous donner une réponse par écrit. On a contacté le gouverneur de Buea qui était à Yaoundé, il a dit qu'il y a des problèmes post-électorales qui ne sont pas encore réglés, qu'il fallait que nous puissions attendre. Nous voulions tout cela par écrit. Et puis il y a la loi qui dit qu'après trois jours, s'il n'y a pas de réponse à notre requête, on peut organiser la manifestation. Mais vous connaissez la situation là-bas, il faut que l'État assure notre sécurité. DW : Est-ce qu'on peut dire qu'entre l'église et le gouvernement, il y'a un véritable dialogue ? Cardinal Christian TUMI : On ne peut pas dire qu'il n'y a pas de dialogue, nous n'accusons pas le gouvernement, mais quand même on se dit qu'il a une meilleure vue globale concernant la situation sécuritaire.

DW : La conférence va-t-elle avoir lieu ?

Cardinal Christian TUMI : Oui nous sommes entrain de la préparer. Cette fois, nous allons envoyer un questionnaire à tous les anglophones du pays. Qu'ils nous répondent par écrit. Le moment venu nous ferons une mise en commun.

DW : Cette situation ne vous a-t-elle pas fragilisé quelque part ?

Cardinal Christian TUMI : Je ne vois pas en quoi nous avons parlé aux autorités politiques. Mais quelqu'un m'a chuchoté que considérant l'orgueil des Camerounais, ils n'ont pas voulu que ce soit nous qui initiions la libération des prisonniers politiques et il semblerait qu'il y aura quelque chose dans ce sens-là. Nous sommes en dialogue avec l'État, j'ai demandé une audience au président de la République pour lui expliquer le bien-fondé de notre projet. Entre l'État et nous, il n'y a pas de problème.